



LIMINAIRE CGT – PLENIERE SRIAS GRAND-EST du 15 OCTOBRE 2018

La CGT tient à vous part de sa consternation, et de son opposition à la gestion actuelle de la situation de la SRIAS GRAND-EST.

Depuis plus de deux ans les services de l'état ont été alertés sur la situation de notre SRIAS et chacun d'entre eux se renvoie le dossier.

A ce jour, 16 octobre, le fonctionnement de notre SRIAS pour l'avenir, est compromis. Vos propositions sont inacceptables. Elles ne répondent pas à la demande des représentants des agents, mais elles ne répondent pas non plus à la proximité préconisée par les services de la DGAFP.

Le travail réel n'est jamais pris en compte. Aucun service ne s'est rendu sur le terrain afin de s'appropriier la complexité des tâches et la nécessaire proximité du président et du correspondant administratif.

C'est une décision verticale, à nouveau, qui est préconisée.

Les services de l'Etat, à l'heure des réformes en discussion, vont disposer de postes d'agents qui pourraient sans difficulté être affectés sur cette mission, puisque aucune mobilité géographique ne sera imposée.

Les correspondants de l'action sociale interministérielle peuvent être issus de tout ministère et rien ne s'oppose, dans les textes, à une mise à disposition par l'un d'entre eux.

C'est donc bien la volonté de ne pas permettre à l'action sociale interministérielle de fonctionner. Ce n'est pas une poursuite des missions dans les meilleures conditions et avec une grande efficacité.

Nous ne sommes nullement assurés de l'attention toute particulière que vous portez à nos travaux.

Nous vous signalons que vous ne proposez nullement de renforcement de soutien apporté à la SRIAS et cela sera bien entendu avec des effets sur le fonctionnement de l'instance.

En conclusion, la CGT s'oppose totalement à vos propositions et prend bonne note de votre responsabilité dans le dysfonctionnement de la SRIAS Grand-est.